

La gauche de la gauche

Pascal DELWIT, Giulia SANDRI

Pendant soixante ans s'est déployée une formation politique, à titre principal, à la gauche du parti socialiste et du Socialistische Partij. anders : le parti communiste de Belgique (PCB-KPB). Né en 1921, le parti communiste a siégé au parlement de 1925 jusqu'aux élections législatives de 1985.

D'un strict point de vue électoral, le parti communiste n'a jamais été une formation politique marquante dans la vie politique belge. Certes, il emporte des sièges dès le scrutin de 1925. Mais la famille communiste reste confinée dans sa capacité de développement électoral. Le fait est patent en Flandre, où le PCB-KPB n'obtient que trois parlementaires en février 1946, deux en Flandre orientale et un dans la province d'Anvers. Il convient néanmoins de nuancer cette observation. Si le communisme flamand a toujours été évanescent, il en va autrement dans plusieurs parties du spectre wallon, en particulier dans les bassins industriels liégeois et hennuyer, où le PCB détenait des positions solides. Par ailleurs, il importe aussi d'épingler l'exception notable des années d'après-guerre. En février 1946, le parti communiste enlève 12,6% des suffrages, devançant même les libéraux, et il décroche encore 7,5% des voix en 1949. De la libération à mars 1947, il est d'ailleurs partie prenante de l'exécutif. Enfin, au-delà de l'audience électorale limitée, les communistes ont eu une aura nettement supérieure dans certains milieux intellectuels et artistiques tout comme dans le syndicat d'obédience socialiste, la FGTB.

Depuis l'échec de 1985, aucune formation et aucune coalition à la *gauche de la gauche* n'est entrée dans l'enceinte parlementaire fédérale ou régionale. Pour autant, cet espace politique n'a jamais été vide. Outre le parti communiste se sont développés à partir des années soixante-dix, le parti du travail de Belgique, maoïste (PTB-PVDA) et des organisations trotskistes. La période récente a vu le lancement de plusieurs

initiatives à gauche de la social-démocratie mais aucune n'a véritablement ébranlé la famille socialiste sur sa gauche.

Le parti communiste

Au lendemain de la première guerre mondiale, certains groupements et personnalités favorables à la révolution soviétique et à l'Internationale communiste se réunissent pour former, en novembre 1920, un parti communiste sous la direction de War van Overstraeten.

Par ailleurs, en juin 1921, l'aile gauche du parti ouvrier belge, regroupée autour du journal *L'exploité* dirigé par Joseph Jacquemotte, décide d'adhérer à l'Internationale communiste sous le nom de parti communiste belge. Suite à la demande de l'Internationale communiste, un difficile processus de réunion des deux partis, dont la culture politique est fort différente, s'entame et aboutit à un congrès de fusion, les 3 et 4 septembre 1921, mettant sur pied un seul parti communiste.

Sa première participation électorale est enregistrée en 1925. Le PCB obtient 1,25% (3,55% à Bruxelles) et deux élus sur cent quatre-vingt-six à la Chambre. Il en conserve un lors de l'élection de 1929. En 1928, dans le cadre des conflits internes au parti communiste d'Union soviétique, une importante minorité trotskiste abandonne la jeune formation communiste : War Van Overstraeten en fait partie.

Néanmoins, dans les années trente le parti communiste opère une percée électorale et syndicale. Son action est reconnue lors des grèves très dures de 1932 dans un contexte de tension sociale extrême. Le développement de 1932 s'amplifie en 1936. Le 24 mai 1936, le PC triple sa représentation parlementaire, passant de trois à neuf sièges. Après avoir été ébranlé par la signature du pacte germano-soviétique, le parti communiste conquiert ses lettres de noblesse dans la résistance où il occupe un rôle central. Cela lui vaut son meilleur résultat électorale lors des élections de février 1946 et une participation gouvernementale jusqu'au printemps 1947. Dans les années cinquante, en pleine guerre froide et fuite en avant sectaire, le parti communiste enregistre une descente aux enfers dans son influence syndicale et dans ses résultats électoraux, dont il ne ressortira que lentement, suite à un congrès important à Vilvorde en 1954 et à l'ouverture khrouchtchévienne en Union soviétique.

Après avoir connu des hauts et des bas dans les années soixante et soixante-dix, le parti communiste subit un revers sérieux lors du scrutin de 1981. Il n'y décroche que deux députés – Daniel Fedrigo à Huy et Jacques Nagels en Brabant wallon – et un sénateur – Jules Vercaigne dans le Borinage. C'est le chant du cygne. Quatre ans plus tard, le couperet tombe : le parti communiste perd toute représentation parlementaire et sombre dans l'anonymat.

La chute du mur de Berlin, en 1989 et l'implosion de l'Union soviétique en 1991 précipitent sa déchéance. Durant une décennie, le parti communiste n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été : un parti à l'existence formelle mais sans vie et qui refusait d'entériner sa disparition de fait. Récemment, il a retrouvé quelque vigueur, sans cacher pour autant la modestie de son action et implantation sur le terrain : « Nous sommes trop peu présents sur les lieux de travail, assez peu actifs dans les quartiers, et peu présents dans la mouvance syndicale. Un certain retour à une implantation militante

s'impose avec urgence. Mais il s'agit de repenser cette présence avec originalité et pas de reproduire une pâle copie du parti que nous avons été »¹.

Le parti communiste s'est inscrit dans des alliances électorales – aux scrutins régional (bruxellois) de 2009 et fédéral de 2010 – avec des partis d'inspiration trotskiste. Mais l'audience de cette coalition et des communistes reste minime.

L'évolution de la structure interne du PCB

Le PCB a été la dernière formation politique belge, représentée au Parlement, à conserver une structure nationale. Il n'en avait pas moins adapté son organisation aux transformations institutionnelles de l'Etat belge. En décembre 1982, les communistes modifient leurs structures lors d'un congrès extraordinaire. Les compétences dévolues auparavant aux instances nationales – Congrès, Comité central et Bureau politique — sont dédoublées avec l'établissement d'échelons national et régional/communautaire² – Conseil francophone et Bureau francophone d'une part, Conseil flamand et Bureau flamand, d'autre part. Le dédoublement des structures du parti alourdit substantiellement son fonctionnement. Au surplus, cette tentative d'adaptation tardive fut vite dépassée par les faits. En mars 1989, quasi vidé de sa substance, le parti communiste de Belgique se saborde de fait en donnant naissance à deux partis : le parti communiste (PC), côté francophone, et le Kommunistische Partij (KP), côté flamand.

Dans la continuité du PCB-KPB, où la légitimité militante et électorale fut surtout un fait francophone³, le KP ne fut au mieux qu'un groupuscule, inconnu en Flandre. Les quelques communistes flamands en ont d'ailleurs pris acte et se sont mués, en février 2010, en *Forum*, dont la vocation est de diffuser et débattre les *idées communistes*. Le Forum communiste de Flandre permet l'appartenance à un autre parti et est membre du parti de la gauche européenne.

La partie francophone du PCB puis le PC regroupent deux régionales, wallonne et bruxelloise. Les instances dirigeantes sont le Congrès qui se réunit tous les quatre ans, le Comité central, qui a notamment en charge la constitution des listes aux élections fédérales et européennes (article 21) et le vote du budget du parti (article 17), et le Bureau politique, qui a la responsabilité de la « gestion financière et administrative du parti ainsi que de la politique des cadres » (article 18).

¹ Textes du VIII^e congrès du parti communiste Wallonie Bruxelles, Bruxelles, 18 octobre 2008.

² L'article 15 des statuts renouvelés à cette occasion précise :

« Les organismes fédératifs du PCB sont compétents dans les matières d'intérêt régional et communautaire tant au niveau de l'élaboration que de la mise en œuvre ».

« Les organismes nationaux du PCB sont compétents pour

- a. toute problématique de la voie belge vers le socialisme (...);
- b. toutes les questions qui resteraient d'intérêt national dans un Etat fédéralisé, notamment la politique internationale;
- c. toutes les questions évolutives mais qui, en vertu de la loi, restent du ressort du gouvernement et du parlement national (...);
- d. l'administration des finances et le patrimoine ainsi que la politique des cadres.

³ A la fin de l'année 1986, l'aile flamande du PCB comptait moins de 1 200 membres.

Le parti communiste est désormais organisé en huit fédérations – Bruxelles, Liège, Ourthe-Ambève, Huy, Centre, Tournai, Charleroi et Borinage – d'importance inégale. Historiquement, les fédérations les plus importantes sont celles de Liège, de Charleroi, de Bruxelles, du Borinage et du Centre. Elles couvrent essentiellement les grands centres industriels traditionnels et le milieu des employés à Bruxelles, où le PCB réalisait ses meilleurs scores électoraux. En 2008, à leur congrès, les communistes de Wallonie et de Bruxelles ont jugé dépassé le fonctionnement classique fondé sur le centralisme démocratique : « Mais c'est également l'ancienne organisation pyramidale – CC, BP, présidence –, au-delà des difficultés internes que notre parti a connues, qui apparaît obsolète. La question de sa capacité à appliquer « l'esprit et la lettre » de nos statuts mérite d'être posée, tant en ce qui concerne le fonctionnement que les objectifs politiques décrits dans leur préambule »⁴. Aussi le Congrès s'est-il donné pour mission de revoir les statuts et le fonctionnement dans une perspective plus « transversale » et intégrant mieux, dans le mode de fonctionnement et la communication du parti, les outils modernes de communication.

Analyse électorale

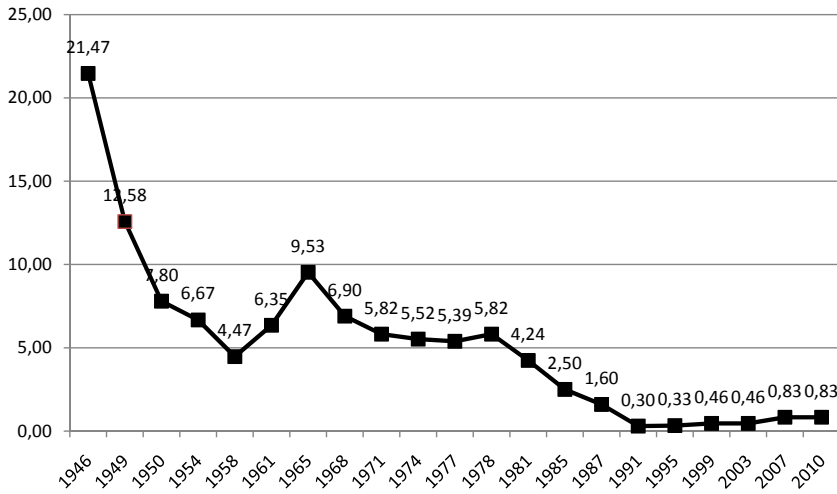
Après la percée de 1946 et 1949, le parti communiste subit une véritable chute électorale aux scrutins de 1950, 1954 et 1958 dans un contexte de guerre froide et de sectarisme profond. Il faut attendre 1961 pour voir le mouvement s'inverser. Pour la première fois depuis 1946, les communistes repassent la barre des 5% en Wallonie et celle des 3% dans l'arrondissement de Bruxelles. En 1965, le regain électoral est plus significatif. Les communistes wallons avoisinent les 10% et, à Bruxelles, le PCB est proche des 4%. Pourtant, la progression de 1965 est sans suite. Dès 1968, on observe un tassement sensible des résultats communistes.

Les années soixante-dix se caractérisent par une relative stabilité électorale du parti communiste. Il ne profite que très partiellement de l'amélioration générale de la situation politique et électorale des grands partis communistes d'Europe occidentale (PCI, PCF, PCP, KKE et PCE)⁵ qui remportent, dans la décennie, des succès parfois importants et parviennent à renouveler leur ligne politique en partie. En Wallonie, le parti communiste recueille respectivement 5,9%, 5,8%, 5,3% et 5,8% aux élections législatives de 1971, 1974, 1977 et 1978. Dans le même temps à Bruxelles, il obtient 2,8%, 4%, 2,7% et 3%.

A partir de 1981, un tassement marquant s'opère. Par la suite, la chute se confirme, s'aggrave et s'accélère aux élections communales de 1982, aux européennes de 1984 et aux législatives de 1985 et de 1987. En l'espace de dix ans, le parti communiste perd plus de deux tiers de ses électeurs de façon relativement homogène dans la Communauté française. Les différentes élections (communales, législatives et européennes) témoignent de l'homogénéité et de la continuité du déclin communiste.

⁴ Textes du VIII^e Congrès du parti communiste Wallonie Bruxelles, Bruxelles, 18 octobre 2008.

⁵ Voir P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992.

Figure 1. Performances électorales du parti communiste en Wallonie

A l'échelle communale, le mouvement est tout aussi net. Quelques exemples en portent témoignage. Entre 1976 et 1988, le PC passe de 14% à 2% à Mons. Il ne s'y est plus présenté en 1994, 2000 et 2006. A Dour, vieille cité ouvrière, il ne peut se présenter dès 1988 alors qu'il obtenait encore 10,4% en 1976. Il en va de même à Mouscron où il récoltait 10,3%. A Tournai, Pierre Bal, dernier conseiller communal communiste de la ville, se fait réélire en 1994, 2000 et 2006 sur la liste socialiste. A Charleroi, première ville de Wallonie, le PC perd son dernier conseiller communal en 1988, recueille 1,2% des suffrages en 1994 et est absent, en tant que tel, en 2000 et 2006 mais certaines personnalités communistes sont sur la liste écologiste. Dans la province de Liège, les écarts sont tout aussi importants. Dans deux des principales villes industrielles de vieille implantation communiste – Seraing et Herstal –, le parti communiste chute respectivement de 12,2% et 7,7% en 1976 à 3,5% en 2006 et à l'absence de liste en 2006. Dès 1988, le parti communiste perd son dernier conseiller à Liège et n'y a enlevé que 1,5% et 1,3% aux scrutins communaux de 2000 et 2006.

Dans la province de Namur et dans l'arrondissement de Bruxelles, les scores des élections communales de 1988 le font aussi passer sous le seuil de crédibilité électorale. Aucune liste communiste ou apparentée ne fut déposée dans les communes bruxelloises et namuroises aux élections communales de 1994, 2000 et 2006.

Bref, le *no man's land* du parti communiste au plan local est patent. Il n'a enlevé que quelques élus sur des listes d'alliance (Le Rœulx, Courcelles) ou grâce à la présence de personnalités communistes sur l'une ou l'autre liste socialiste ou Ecolo (Tournai, La Louvière, Charleroi).

Aux élections législatives de 1991, 1995 et 1999, sa présence électorale est insignifiante, tout comme lors des scrutins de 2003, 2007 et 2010. Au scrutin fédéral du 13 juin 2010, le parti communiste s'insère dans le Front des gauches, qui fait écho à la situation française, en partenariat avec le parti socialiste de lutte (PSL), La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Vélolution, le Comité pour une autre politique

(CAP) et le parti humaniste. Constitué à une encablure du scrutin, ce Front n'a toutefois rencontré qu'un très faible succès d'estime.

Axes programmatiques

Pendant les années quatre-vingt, le PCB a, notamment, préconisé une réorientation des dépenses utilisées dans le domaine de la défense et de l'armement au profit d'une politique volontaire de l'emploi et de la préservation des acquis sociaux. Il s'est insurgé contre les sauts d'index réalisés durant la législature Martens-Gol (1981-1985). Le PCB — puis le PC et le KP — ont été d'ardents défenseurs des prérogatives de l'Etat en matière économique et sociale.

Le parti communiste confirme depuis lors son appui au maintien des services publics et prône leur développement comme axe de lutte contre le déficit démocratique :

« Les services publics constituent un outil de solidarité et de bien-être collectif essentiel. Or, leurs privatisations et libéralisations creusent davantage encore les inégalités sociales, voire menacent notre sécurité (accidents SNCB). Nous voulons stopper cette logique.

- Stop à l'austérité, à la réduction des budgets sociaux et des investissements publics ;
- Oui au développement de services 100% publics de qualité. Stop aux privatisations (Poste, SNCB, ...) ; embauches massives dans ces secteurs ;
- Stop à la commercialisation des soins de santé ;
- Plus de moyens publics pour l'enseignement (7% du PIB) ;
- Non à la privatisation de l'espace public et culturel »⁶.

En matière institutionnelle, le parti communiste de Belgique avait rejeté la réforme de l'Etat d'août 1980 notamment en raison du non-règlement du statut de la Région de Bruxelles et d'un financement mal assuré. Depuis l'établissement de l'Etat fédéral, le parti communiste a régulièrement réaffirmé son attachement au fédéralisme régional et son lien avec les réformes de structure, faisant ainsi écho au propos renardiste des années soixante :

« Les communistes restent attachés au fédéralisme démocratique avec réformes de structure anticapitalistes, à une organisation de la Belgique sur la base de trois Régions égales en droits, dotées de larges compétences et des moyens pour les assumer. Ils sont tout autant attachés à la défense de la solidarité entre tous les travailleurs. Ils s'opposent donc à toute concurrence sociale et fiscale entre les Régions. Cet engagement s'inscrit tout naturellement dans notre combat pour la défense et l'élargissement des conquêtes sociales. La montée en puissance de l'ultra-libéralisme est allée de pair, à tous les niveaux, avec la mise à mal de la puissance publique. Les politiques de dérégulation ont largement détruit les outils publics de redéploiement économique régional mis en place pour suppléer au désengagement des grands groupes financiers. C'est particulièrement évident en Wallonie où l'idée même de réformes de structures pour contrer la toute-puissance destructrice du capital semble désormais taboue. Au total, l'assujettissement aux diktats libéraux conduit à la dislocation de la solidarité, voire de la Belgique elle-même. Nous n'acceptons

⁶ FRONT DES GAUCHES, *Programme pour les élections fédérales du 13 juin 2010*.

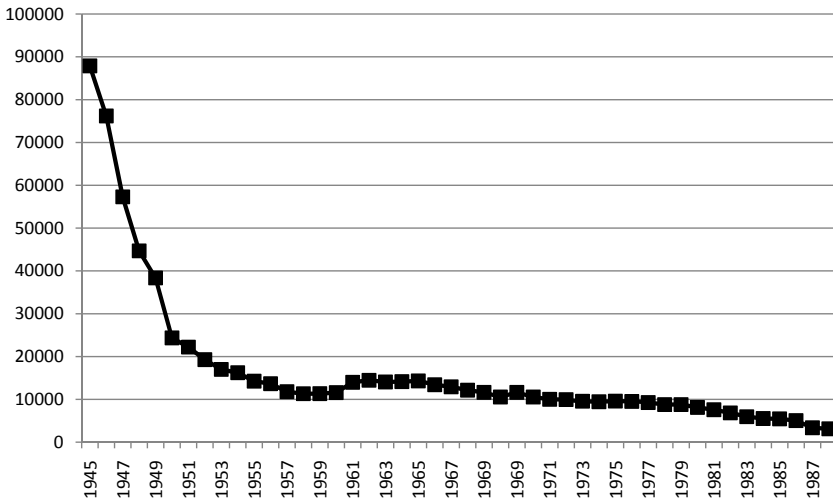
pas cette fatalité. Comme nous n'acceptons pas la récupération démagogique de la « question nationale » au nom d'intérêts partisans et privés »⁷.

Notons enfin une singularité parmi les partis politiques belges ; le PCB a toujours été favorable à l'intégration des immigrés et à l'octroi du droit de vote et d'éligibilité à ceux-ci lors des scrutins communaux. Avec Ecolo et Agalev, le PCB fut longtemps la seule formation politique dont des parlementaires (jusqu'en 1985) défendirent cette position avant que le spectre des formations la soutenant ne s'élargisse dans les années quatre-vingt-dix et qu'une loi octroyant ce droit ne soit votée en 2004. Signalons d'ailleurs que le parti communiste acceptait en son sein des immigrés membres du parti communiste de leur pays d'origine. Une position originale dans le monde communiste européen qui justifiait notamment sa dénomination : il se revendiquait comme parti communiste de Belgique et non comme parti communiste belge.

Evolution des effectifs du parti communiste depuis 1975

Un autre indicateur du déclin communiste est la chute de ses adhérents. Cet indicateur est d'autant plus important pour un parti qui fonde – ou est censé fonder – son action sur d'autres terrains que le seul domaine électoral. Au demeurant, c'est un indice fondamental pour les partis communistes dans la mesure où le taux d'adhésion⁸ y est plus stable en général que dans les autres partis.

Figure 2. Evolution des effectifs du parti communiste



En 1945, le nombre d'adhérents du parti communiste atteint un sommet : 88 000 membres. Mais les communistes ne pourront maintenir bien longtemps ce niveau. Dès 1950, le PCB ne recense déjà plus que 24 360 membres. Huit ans plus tard, les effectifs ont encore fondu et se fixent à 11 318. Dans les années soixante, le regain électoral

⁷ Textes du VIII^e Congrès du parti communiste Wallonie Bruxelles, Bruxelles, 18 octobre 2008.

⁸ Le taux d'adhésion est le rapport du nombre d'adhérents au nombre d'électeurs.

observé est corroboré sous l'angle de l'adhésion. Le parti communiste atteint 14 320 membres en 1965. Depuis cette année, la courbe des effectifs s'est effilochée avec le temps. Dans le courant des années soixante-dix, le nombre des effectifs avoisine les huit à neuf mille. Dans les années quatre-vingt, le déclin s'accroît : 8 135 en 1980 ; 6 846 en 1982 ; 5 528 en 1984 ; 5 044 en 1986 ; 3 134 en 1988. A la veille de l'écroulement du mur de Berlin, il restait environ deux mille cinq cents membres en Wallonie et cinq cents à Bruxelles. L'effondrement des régimes communistes et la déliquescence du parti communiste ont accéléré le déclin.

Dans les années quatre-vingt-dix, les effectifs oscillent entre six cents et un millier et dans les années 2000 avoisinent les deux mille.

L'inadaptation aux évolutions de la société

Historiquement, le parti communiste était surtout implanté dans les bassins ouvriers wallons et dans certaines branches du secteur tertiaire à Bruxelles. La crise économique qui atteint ces secteurs dans les années soixante et soixante-dix dévaste des régions industrielles entières. Là où précisément les communistes étaient les mieux intégrés. L'organisation du travail subit aussi des mutations importantes⁹. En quelques années, le PC perd ses repères traditionnels, sous-estimant l'ampleur et les conséquences des mutations sociales et économiques.

L'origine socio-professionnelle de ses membres en 1988 témoignait de ce décalage de plus en plus important entre ce parti et la société belge. La représentation massive des ouvriers du secteur privé apparaissait clairement. La moitié des membres wallons du PC en faisaient partie (49,6%). En y ajoutant les ouvriers du secteur public (10%), on obtenait un total de 60% d'ouvriers. Cette surreprésentation mettait surtout en lumière la sous-représentation des autres catégories, notamment chez les employés.

Tableau 1. Origine socio-professionnelle des adhérents du PC en 1988

Ouvriers du secteur privé	49,6%
Ouvriers du secteur public	10,0%
Employés du privé	11,7%
Employés des services publics	10,0%
Enseignants	6,7%
Personnel issu du secteur (para-)médical	2,3%
Personnel du secteur socio-culturel	2,0%
Etudiants	1,8%
Professions libérales	6,3%

La chute des résultats électoraux et l'effondrement des effectifs ont participé à la crise du parti communiste et l'ont révélée tout à la fois. Des raisons objectives et extérieures au parti communiste ont contribué à ce déclin : changements sociologiques profonds qui voient s'amenuiser la classe ouvrière, dans laquelle le PC puisait la

⁹ Voir M. ALALUF, « Des repères parmi d'autres », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *La gauche face aux mutations en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993.

plupart de ses électeurs ; installation importante d'une population maghrébine dans la Région bruxelloise peu réceptive à ses mots d'ordre et à ses modes d'action ; dégradation sensible de l'image de marque de l'Union soviétique à partir de 1975 ; nouvelle tension internationale suite à l'intervention soviétique en Afghanistan ; crise parallèle dans les partis communistes d'Europe occidentale,... Ces éléments ne peuvent néanmoins expliquer seuls la chute accélérée du PCB. Ses choix politiques ont joué un rôle non négligeable.

Le trait le plus significatif de la pratique politique du parti communiste a été la recherche du consensus entre les tenants de lignes assez différentes. La direction du PC a été paralysée par des divisions internes et des querelles personnelles d'autant plus difficiles à gérer qu'elles impliquaient un nombre très réduit de personnes. La recherche du compromis permanent a bloqué l'émergence de nouvelles personnalités, plus sensibles aux revendications des nouvelles couches sociales.

Un décalage persistant a existé entre des résolutions aux accents novateurs et une pratique politique qui restait des plus classiques sur les questions intérieures et internationales. A l'entame de la déliquescence, deux courants principaux s'opposaient :

- les tenants d'une ligne « ouvriériste », souvent pro-soviétiques. Ils insistaient sur l'action du PC dans les entreprises et insistaient à ce titre sur les modes d'organisation (centralisme démocratique, réunions en sections et en cellules,...), sur le fonctionnement qu'ils voulaient améliorer et sur la solidarité à exprimer à l'égard des pays socialistes. Ces options étaient surtout présentes dans les fédérations de Liège et de Charleroi ;
- les partisans d'une politique autonome à l'égard de Moscou et d'une nouvelle pratique politique plus axée sur l'investissement des nouveaux mouvements sociaux. On les retrouvait surtout à Bruxelles, à Mons et dans l'aile flamande du PCB.

Tout au long des années quatre-vingt, les deux tendances coexistent sans qu'une orientation soit vraiment privilégiée, même après l'élimination du PC de la vie parlementaire, en 1985.

Cet état de décomposition – antérieure à l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev – explique dans une large mesure le silence et le peu de réaction du parti belge face aux tremblements de terre que constituèrent pour le monde communiste la *glasnost* et la *perestroïka*. L'avènement de M. Gorbatchev au pouvoir modifia peu le cours des événements dans le parti communiste. Malgré le soutien – largement affirmé – au nouveau secrétaire général et à la critique « justifiée » des erreurs du passé, la direction ne ressentit pas le besoin d'analyser ou de remettre en cause ses propres positions passées.

La direction belge se félicitera systématiquement des nouvelles initiatives soviétiques et les reprendra à son compte sans pour autant modifier profondément sa ligne ou entamer un examen critique de sa propre politique. Le silence sera total

sur les modifications multiples qu'impliquaient les transformations de la politique extérieure soviétique¹⁰. Aussi, pendant et après les événements de 1989, la principale caractéristique du parti communiste fut le silence. Le PC continua à fonctionner « normalement ». Ce qui peut s'expliquer par son état déjà moribond. La plupart des adhérents « réformateurs » l'avaient déjà quitté ou s'en étaient éloignés. De plus, la surprise était telle qu'elle laissa de nombreux communistes sans voix.

Le parti communiste tint une conférence en mars 1990 et un congrès, six mois plus tard. Ni à l'une ni à l'autre de ces rencontres, il n'a abordé franchement les évolutions en Europe centrale et orientale et la disparition des « démocraties populaires »¹¹.

Contrairement à d'autres partis communistes (britannique, finlandais, suédois, italien, britannique, hollandais...) et, malgré sa réduction à l'état groupusculaire, le PC a décidé de rester « communiste » considérant toujours son existence nécessaire. « Tout en étant convaincus de la nécessité, à gauche, d'une force anticapitaliste plurielle, aidant à l'union la plus large possible de tous les progressistes, nous avons la conviction que le collectif humain que constitue notre parti doit demeurer un acteur important de la recomposition d'une telle force parce qu'il est l'héritier d'une histoire sociale et le porteur de spécificités que nous estimons essentielles pour la naissance d'une alternative crédible à gauche »¹², proclame-t-il lors de son VIII^e congrès en 2008.

Conclusions

Dès sa création, le PCB a surtout articulé son action autour de pôles d'influence dans la société belge : les grands bastions wallons de l'industrie lourde à l'origine de la croissance et du développement industriel de la Belgique et le secteur des employés en Région bruxelloise.

Ces fiefs syndicaux et politiques du mouvement ouvrier, situés pour l'essentiel dans le Hainaut et à Liège, ont subi depuis 1945 un dépérissement lent qui s'est accéléré au milieu dans les années soixante-dix au point d'avoir quasi disparu aujourd'hui.

Le parti communiste avait fondé son influence syndicale, politique et électorale dans et à travers ces secteurs. Face à cet éclatement accéléré, il s'est trouvé sans réponses. C'est donc la base sociale qui constituait et participait à son influence, voire à son existence, qui s'est effondrée durant ces années. Le manque de pénétration politique du parti communiste dans les couches montantes ou dans les nouveaux terrains de lutte est patent.

Ces éléments extérieurs n'expliquent cependant pas seuls l'état du parti communiste. Sa pratique consensuelle en politique intérieure et internationale l'a mené à une prudence permanente dans ses orientations. Partagé entre une branche plutôt ouvriériste et pro-soviétique, et un courant plus « intellectuel » et très critique

¹⁰ Voir P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, « The Decline and Fall of the Communist Party of Belgium », in M. J. BULL, P. HEYWOOD (éd.), *West European Communist Parties after the Revolutions of 1989*, Londres, Macmillan, 1994.

¹¹ Quatrième congrès du parti communiste, Montignies-sur-Sambre, 3-4 novembre 1990, *Faits et arguments*, 95, décembre 1990.

¹² Textes du VIII^e congrès du parti communiste Wallonie Bruxelles, Bruxelles, 18 octobre 2008.

à l'endroit des démocraties populaires, le parti communiste s'est refusé à assumer les choix de l'un ou de l'autre. Ni les événements de 1989 ni ceux de 1991 n'ont contredit cette logique. Au contraire, les communistes ont refusé d'engager un véritable débat sur la nature de ce qui se déroulait et sur ses positions passées. Ce nouvel échec était peut-être le dernier possible. L'absence de réactions aux bouleversements à l'Est et le non-renouvellement de ses effectifs l'ont conduit à une disparition lente dans une quasi-indifférence. Les tentatives d'ouverture des années deux mille n'ont trouvé que peu d'écho dans le monde syndical ou sur le plan électoral.

Le parti du travail (PTB-PVDA)

Présentation

Le parti du travail de Belgique (PTB) est historiquement lié à la mouvance maoïste, surgie en Europe occidentale au début des années soixante. La Belgique a constitué un terreau assez fertile pour le maoïsme. Il s'y déroula la première et la plus importante scission « pro-chinoise » dans le mouvement communiste européen¹³. Alors que cette scission, dirigée par Jacques Grippa, avait un caractère francophone pour l'essentiel, le PTB, quant à lui, naît en Flandre. En 1970, des étudiants de la Katholieke Universiteit Leuven (KUL) créent le mouvement « Alle macht aan de arbeiders » (AMADA) dont le pendant francophone, longtemps très largement minoritaire, sera « Tout le pouvoir aux ouvriers » (TPO).

En 1979, ce mouvement se transforme en parti du travail de Belgique, côté francophone, et en Partij van de arbeid (PVDA), côté néerlandophone. En dépit de ses efforts, le PTB est longtemps demeuré un mouvement à dominante nettement néerlandophone. Récemment néanmoins, la dimension francophone du PTB-PVDA s'est affirmée davantage, en particulier dans son organisation de jeunesse et, pour le parti, dans l'arrondissement de Liège.

Longtemps, parti stalinien et maoïste par doctrine, modèle organisationnel et propagande, le parti du travail a radicalement changé son approche en termes de communication et de pratique politique à la suite de son 8^e congrès en 2008. Influencé par la percée du Socialistische Partij aux Pays-Bas¹⁴, le PTB a abandonné son crédo

¹³ Voir M. ABRAMOWICZ, « Le parti prochinois en Belgique dans son contexte historique 1963-1989 », *Dissidences*, 7, p. 93-103 ; M. LIEBMAN, « Révisionnisme et marxisme-léninisme dans le communisme belge », *Temps modernes*, 219-220, 1964 ; P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992.

¹⁴ Cette influence est explicite : « Il est intéressant de garder en tête un certain nombre de règles d'or pour l'action. Voici des règles que nous empruntons au SP Nederland, mais qui correspondent bien à notre expérience :

1. Une action, ça se mène avec les gens. Il faut y consacrer beaucoup de temps et d'énergie.
2. L'action est un moyen d'atteindre quelque chose. Adaptez vos moyens aux changements de circonstances.
3. L'action requiert une connaissance des choses et du savoir-faire.
4. L'action, c'est la lutte. Tenez compte des points forts et des points faibles de toutes les parties impliquées.
5. Passer à l'action signifie attaquer. Evitez de vous retrouver sur la défensive.
6. L'action requiert une bonne organisation. La bonne volonté seule est insuffisante.

rhétorique stalinien¹⁵ au profit d'une posture « radicale-populiste » combinée à une communication qui se voulait innovante et à un programme somme toute social-démocrate classique. Le PTB veut proposer son modèle propre : « Nous ne voulons plus nous définir comme « stalinistes » « maoïstes » etc. Nous sommes des PTBistes »¹⁶.

Cette transformation a interpellé les observateurs. Pour l'essentiel, cette mue est pourtant avant tout tactique, semble-t-il, sans modification de ses positions fondamentales. Les thèses du congrès l'explicitent d'une certaine façon :

« Certains membres du parti sont d'avis qu'il s'agit seulement d'être ferme sur les principes. C'est une erreur. Le principal objectif du parti c'est d'être ferme sur les principes du parti et d'être souple. Les deux, et en même temps »¹⁷.

Dans ses statuts, le PTB se définit non plus comme « un parti politique de la classe ouvrière »¹⁸ mais comme « le représentant de l'ensemble des travailleurs » de Belgique. Il vise à l'établissement d'une société abolissant « l'exploitation de l'homme par l'homme et où l'ensemble de la communauté dirige la société »¹⁹. Ses nouveaux statuts ne font plus spécifiquement référence à la révolution russe d'octobre 1917, à la « construction du socialisme sous la direction de Staline » et à la révolution chinoise sous la houlette de Mao « qui a ouvert la voie du socialisme dans le tiers monde »²⁰ mais l'abordent de manière plus allusive²¹ (voir *infra*).

Le changement n'en est pas moins notable par rapport à sa pratique sectaire antérieure. Il s'agit désormais de se montrer sous ses meilleurs atours à différents acteurs. La presse d'abord, à travers l'organisation d'actions médiatisables – projection de rayons laser sur les centrales nucléaires, rapports détaillés de Marc Van Hees sur la fiscalité des entreprises, ... –, une offensive de charme vers les journalistes – nomination d'un porte-parole francophone et néerlandophone – et, de manière indirecte, en exploitant « beaucoup plus activement les courriers des lecteurs et les forums publics

On mène une action pour engranger des résultats ». Note infrapaginale 57. 8^e congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 139-140.

¹⁵ Les trois auteurs auxquels il fait explicitement référence dans les travaux du 8^e congrès sont Marx, Engels et Lénine. Staline et Mao ne sont plus cités. *Ibid.*, p. 46.

¹⁶ Raould Hedebeuw dans *Le Journal du Mardi*, 4 mars-1^{er} avril 2009.

¹⁷ 8^e congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 75.

¹⁸ PTB, *Statuts, programme général*, 1979, 36 pages, p. 5.

¹⁹ PTB, Statuts adopté au 8^e congrès, 2008, p. 7. PTB, *Statuts, programme général*, 1979, 36 pages, p. 15.

²⁰ PTB, *Statuts, programme général*, 1979, 36 pages, p. 22.

²¹ Il faut lire les notes de bas de pages pour découvrir une partie d'un bilan positif de la période stalinienne en URSS et maoïste en Chine : « Avant la révolution, la Russie connaissait le plus haut chiffre de mortalité en Europe. Le pouvoir soviétique créa un service national de santé et, à partir de 1930, les soins de santé furent gratuits pour toute la population. L'accent était placé sur une médecine préventive et curative ainsi que sur des conditions de travail saines. En Chine, l'espérance de vie a doublé entre 1949 et 1976 : de 32 à 65 ans. Aujourd'hui, le Chinois moyen vit 71 ans. Le système de santé cubain est l'un des plus avancés de la planète ». Note 47. *Ibid.*, p. 137.

sur les sites internet des journaux »²². Les organisations syndicales ensuite. Le temps de la condamnation quasi systématique est passé. Il s'agit, au contraire, de nouer des alliances afin de consolider le syndicalisme : « Dans toute notre intervention, notre attitude de base doit être une attitude de renforcement des syndicats »²³. De manière plus générale, il faut séduire les travailleurs et les citoyens. Pour ce faire, plusieurs voies sont suggérées.

D'abord, la personnalisation à laquelle le PTB s'était longtemps refusé : « Nous mettons en avant les personnalités reconnaissables et des porte-parole. Cela joue un grand rôle dans la réputation de notre parti, dans la manière dont les gens voient le parti. Nous voulons un parti de « gens vivants », de gens « en chair et en os » »²⁴. En la matière, le PTB a frappé les imaginations en parvenant à attirer sur ses listes la sœur de l'ancien Premier ministre et président de l'Union européenne Herman Van Rompuy, Tine Van Rompuy.

Ensuite, la pratique des petits pas et des « petites victoires ». Dans les trente points que le parti soumet à ses membres, on notera ainsi le douzième – « Nous louvoyons et nous concluons des compromis » –, le quatorzième – « Nous nous occupons des problèmes concrets des gens » – et le seizième – « Nous recherchons des petites victoires »²⁵. Enfin, il s'agit de s'appuyer sur les nouveaux moyens de communication. Le PTB et COMAC (voir *infra*) sont très actifs sur les nouveaux réseaux sociaux par exemple.

Cette stratégie a porté des fruits : la présence médiatique du PTB, certes encore modeste, est bien plus marquante qu'avant 2008.

L'organisation

Durant l'essentiel de son histoire, le parti a fonctionné sur la base stricte des principes du centralisme démocratique. Si le droit à la discussion et à la critique était — officiellement — reconnu, une grande importance était donnée à « l'unité d'action » et à « la discipline ». C'est ainsi que « l'individu (était) subordonné à l'organisation »²⁶, que les organes inférieurs étaient subordonnés aux organes supérieurs et que « tout le parti était subordonné au comité central »²⁷. Les limites étaient clairement posées et souvent rappelées : « Un parti réellement révolutionnaire trouve sa solidité et sa cohérence dans sa direction. Si des cadres intermédiaires font preuve de plus de capacités révolutionnaires, ils seront élus à la direction du congrès suivant »²⁸.

Le congrès de 2008 a modifié la donne en apparence et, pour partie, en réalité. Ainsi, le parti a-t-il désormais créé trois statuts d'adhérents et mis fin au modèle léniniste de parti composé de quasi-révolutionnaires professionnels : le membre consultatif, le membre de groupe et le militant. On pourrait parler de membre passif,

²² *Ibid.*, p. 93.

²³ *Ibid.*, p. 103.

²⁴ *Ibid.*, p. 92.

²⁵ *Ibid.*, p. 79-80.

²⁶ PTB, *op. cit.*, p. 17.

²⁷ *Ibid.*, p. 18.

²⁸ L. MARTENS, *De Tien an Men à Timisoara, luttes et débats au sein du PTB (1989-1991)*, Anvers, EPO, 1995, p. 74-75.

de militant et de quasi-révolutionnaire professionnel. Les militants doivent ainsi être prêts à un soutien financier et à un travail plus substantiels de même qu'à suivre un programme de formation. Ce changement dans la conception du membre du parti a permis d'élargir sa base, comme souhaité :

« Nous voulons que chaque membre ait cinq cartes de membre en poche. Nous voulons que chacun se pose la question : « Ai-je déjà présenté la carte de membre du PTB à mes camarades de travail, à mes collègues au syndicat, à ma famille, dans mon club de sport ou à toute autre occasion ? » »²⁹.

Ainsi, en l'espace de quelques années, selon les indications du parti³⁰, le nombre de membres aurait triplé pour avoisiner les 4 500 en 2011.

Tableau 2. Evolution des effectifs partisans du PTB-PVDA

1995	396	2007	2 625
2000	1 254	2008	2 890
2003	1 354	2009	3 154
2005	2 251	2010	3 939
2006	2 335	2011	4 477

Cette ouverture est moindre au niveau de la structure. Le PTB fait toujours référence au centralisme démocratique et la discipline reste un impératif catégorique :

« Renforcer l'unité du parti et combattre les menées de division est un principe fondamental. Des fractions ou des groupes qui s'organisent sur base d'autres décisions ou d'autres plates-formes politiques ne sont pas autorisés. De telle fractions ou groupes minent inévitablement l'unité, le fonctionnement démocratique est la force de frappe du parti »³¹.

L'unité de base du parti est le « groupe de base ». Il peut se fonder sur une base territoriale, thématique ou d'entreprise. A l'échelle du parti, l'organe souverain est le Congrès. Celui-ci doit se réunir au moins une fois tous les cinq ans. Il a en charge la « ligne politique, idéologique et organisationnelle du parti ». Le Congrès élit les membres de la structure souveraine entre deux congrès : le Conseil national. Le Conseil national désigne, en son sein, le président du parti. Lors du congrès de 2008, Ludo Martens, l'un des pères fondateurs du parti décédé depuis peu, a été remplacé par Peter Mertens. Le Conseil national élit aussi les membres du Bureau, organe souverain, entre deux sessions du Conseil national.

A côté de la structure du « parti », le PTB compte plusieurs organisations qu'il contrôle étroitement. En matière d'organisations de jeunesse, après avoir longtemps organisé le mouvement Rebelle et, pour les étudiants, le Mouvement marxiste-léniniste (MML), une nouvelle organisation a vu le jour : COMAC. Sans désormais de référence explicite au communisme, COMAC accueille les jeunes de 14 à 30 ans, engagés sur une

²⁹ 8^e congrès du PTB, *Un parti de principes...*, op. cit., 2008, p. 120.

³⁰ Mail du 29 avril 2011. Avec nos remerciements.

³¹ Article 30.7. des statuts, PTB, Statuts adopté au 8^e congrès, 2008, p. 24.

plate-forme en dix points, dont le dernier « Pour le socialisme » identifie vaguement l'origine de l'organisation :

- « Pour un enseignement gratuit, démocratique et de qualité ;
- Pour des droits politiques et sociaux égaux pour tous – contre le racisme et les partis d'extrême droite ;
- Pour la paix et la résistance à la guerre ;
- Pour la protection et la défense d'un environnement sain et de qualité ;
- Pour de bons moyens de communication et de bons transports publics gratuits ;
- Pour des soins de santé et une aide judiciaire accessible à tous ;
- Pour un travail stable et humain ;
- Pour la défense des droits démocratiques ;
- Pour une culture accessible, progressiste et internationaliste
- Pour le socialisme »³².

COMAC est surtout présent sur les campus universitaires et a pratiqué une politique d'entrisme à la Fédération des étudiants francophones et au Comité des élèves tellement manifeste qu'une partie de la presse a dénoncé ses méthodes³³. Sa référence est Che Guevara et sa volonté de changer le monde.

Le PTB a aussi organisé un réseau de maisons médicales à travers l'organisation Médecine pour le peuple. Onze maisons médicales existent aujourd'hui : à Deurne, Genk, Herstal, Hoboken, La Louvière, Lommel, Marcinelle, Molenbeek, Schaerbeek, Seraing et Zelzate. L'encadrement médical, sanitaire et, parfois, juridique y est organisé pour des populations de couches sociales défavorisées. Il s'agit de points d'implantation cruciaux pour le PTB. Aux élections communales de 2000, le PTB avait même, à Schaerbeek, intitulé sa liste « CLAIRE » en référence à Claire Geraets, praticienne dans la maison médicale de la commune. Le PTB obtient d'ailleurs des résultats électoraux probants dans les communes où sont situées les maisons médicales de Médecine pour le peuple.

Le PTB dispose aussi d'une maison d'édition – Education prolétarienne (EPO) –, dont les titres sont nombreux mais de valeur très inégale. Elle s'est recentrée sur les livres en néerlandais. Sur le marché francophone, elle n'a pu percer en raison de la concurrence, pendant longtemps, de la maison d'édition Luc Pire et de la création, en 2000, de la maison d'édition Aden, proche du PTB, qui se donne, entre autres, pour mission de publier des « contre-histoires, pensées politiques à contre-courant, témoignages, décryptage des religions », se voulant « autant de démarches progressistes »³⁴.

En outre, le PTB a ouvert un Centre international en plein cœur de Bruxelles où s'organisent des activités culturelles et politiques et où il a ses locaux. On signalera aussi l'organisation de femmes Marianne, où les femmes de toutes conditions « se rencontrent une ou deux fois par mois. Autour d'une tasse de café et d'un morceau de gâteau, elles parlent de leur situation qu'elles essayent d'interpréter sur le plan politique. Trop sérieux ? Parfois, mais c'est en tout cas toujours très convivial »³⁵.

³² Disponible sur le site web de l'organisation : <http://www.chengetheworld.org>

³³ *La Libre Belgique*, 27 janvier 2011 ; *Le Soir*, 4 mai 2011.

³⁴ <http://www.aden.be>.

³⁵ <http://www.marianne-femmes.be/fr/qui-sommes-nous> (consulté le 4 mai 2011).

Les relations internationales du PTB

Comme pour tout mouvement d'obédience communiste, les relations internationales et l'analyse de la situation mondiale constituent un des piliers de l'identité du PTB. La *glasnost* et la *perestroïka* gorbatcheviennes, les évolutions politiques et économiques en République populaire de Chine et l'effondrement des régimes de « démocratie populaire » en 1989 provoquèrent des évolutions importantes dans les positions du PTB.

Après avoir été un des plus farouches critiques de l'URSS et des pays de l'Est en raison de l'abandon de l'approche stalinienne, le PTB tente depuis lors de nouer des relations avec des membres ou des organisations des anciens partis communistes au pouvoir, qui défendent le bilan des « démocraties populaires »³⁶. Sa communication actuelle réserve moins de place à ces thématiques mais il continue à parler des événements de 1989 comme d'une « contre-révolution de velours », venue « à bout du socialisme en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'est » et qui a généré des « conséquences dramatiques »³⁷.

L'approche et les relations avec le régime de Pékin ne sont pas très claires. En 1989, le PTB avait soutenu le gouvernement chinois et sa communication lors des événements de Tien An Men³⁸. Il n'en estimait pas moins l'avenir de la Chine « incertain »³⁹. Dans la période contemporaine, le PTB valorise la Chine – « La Chine a acquis de nouvelles technologies et la capacité de produire elle-même, dans tous les domaines. Grâce à cela elle a pu sortir des dizaines de millions de paysans de la pauvreté et faire progresser le pays entier » – et tente de contredire la thèse qui fait de ce pays avant tout un espace d'accueil d'entreprises occidentales délocalisant une bonne part de la production manufacturière : « Les réformes et la croissance économique de la Chine bénéficient à l'ensemble de l'économie mondiale. De nombreuses études démontrent que le développement vigoureux de grands pays du sud suscite une telle demande envers les entreprises de nos pays qu'en fait bien plus d'emplois sont sauvés que perdus ». Pour autant, sur un strict plan politique, le propos est prudent et manque d'empathie :

« Le nombre de capitalistes augmente et peut devenir une force menaçante pour le socialisme. L'histoire dira si les communistes chinois pourront développer de manière correcte et créative le socialisme dans cet immense pays du sud »⁴⁰.

Les modèles du PTB sont surtout Cuba mais aussi en partie le Venezuela et la Bolivie. Il est silencieux en revanche sur la Corée du nord mais on lui prête un

³⁶ Voir *Solidaire*, 29 (1095), 2 août 1995, p. 8, 9 et 14 qui contient un reportage sur la situation en République tchèque et la situation du mouvement communiste tchèque de même qu'un article intitulé « Le regret du socialisme en Bulgarie ».

³⁷ 8^e congrès du PTB, *Un parti de principes...*, op. cit., 2008, p. 51.

³⁸ Il a reconnu l'existence de deux cents à trois cents morts mais pas sur la place Tien An Men.

³⁹ *Ibid.*, p. 28.

⁴⁰ 8^e congrès du PTB, *Un parti de principes...*, op. cit., 2008, p. 24-25.

soutien dans un communiqué récent ⁴¹. A l'étranger, ses partenaires privilégiés sont les partis communistes ayant conservé une posture *orthodoxe* sinon stalinienne : les partis communistes grec et portugais, mais aussi le DKP allemand, le parti communiste luxembourgeois et le nouveau parti communiste des Pays-Bas.

Axes programmatiques

Dans la foulée de sa réorientation tactique, le PTB se présente désormais aux élections dans une optique programmatique différente. D'une part, nous l'avons mentionné, l'ambition est de frapper par des personnalités et par un slogan ou une attitude « radicale-populiste ». De l'autre, il y a aussi une volonté d'être plus concret et de ne pas articuler le programme à l'objectif premier qui est l'aboutissement à une société communiste.

Sous cet angle, on peut qualifier son programme de social-démocrate de gauche. Ainsi, aux élections fédérales du 13 juin 2010, le PTB présente-il aux électeurs des orientations en trente-cinq points consacrés pour l'essentiel à des questions d'ordre économique et social axées sur des propositions concrètes. Pour constituer une masse de manœuvre à consacrer à des politiques sociales, on relève la volonté d'introduire un impôt sur les 88 000 ménages millionnaires en euros ⁴², de mettre fin aux intérêts notionnels ⁴³, de lutter avec plus d'efficacité contre la fraude fiscale ⁴⁴ ou encore de revoir l'échelle des barèmes fiscaux qui iraient de 10 à 55% ⁴⁵.

Le PTB propose d'utiliser les sommes qui seraient ainsi engrangées ou épargnées à des mesures sociales dont les principales sont sans doute : la possibilité de partir en prépension à 55 ans ⁴⁶, une allocation comme revenu minimal de 1 024 euros ⁴⁷, le passage du salaire minimal à 1 500 euros ⁴⁸ et l'introduction d'une pension minimale à 1 000 euros ⁴⁹.

En matière de politiques publiques, le PTB demande de pérenniser la norme de croissance de 4,5% pour le secteur des soins de santé et d'y introduire le système kiwi dans le domaine des médicaments, à savoir « choisir les meilleurs médicaments et en obtenir les prix les plus bas par des appels d'offres publics » ⁵⁰. Il réclame un

⁴¹ En janvier 2011, l'agence de presse nord-coréenne (KNCA) a relayé un communiqué de presse du PTB où le PTB (aurait) « condamné » l'attitude des États-Unis qui tente de renforcer sa domination militaire en Asie du nord-est » et affirmé qu'il serait « urgent d'enrayer la machination des impérialistes américains ». Le PTB y souhaite par ailleurs « une réussite au peuple coréen dans son important combat pour la paix dans la péninsule et dans le reste du monde ». <http://parlemento.wordpress.com>, consultation le 26 mai 2011.

⁴² PTB, Elections 2010. Le programme en 35 points du PTB+. Les gens d'abord, pas de profit, p. 5.

⁴³ *Ibid.*, p. 22. Le PTB escompte récupérer au moins deux milliards d'euros grâce à cette suppression.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 24. En la matière, l'espoir est de dégager trois milliards d'euros.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 21.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 7.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 27.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 25.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 8.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 15.

investissement massif dans la politique éducative du pays en manière telle que le « budget de l'enseignement représent(e) au minimum 7% du produit intérieur brut »⁵¹ et la création d'une grande banque publique à partir de Bpost et Dexia.

Il est en revanche assez discret sur les thématiques qui ne ressortissent pas aux dimensions socio-économiques. On relève quelques développements sur la dimension environnementale et, thème historiquement important au PTB, sur la question migratoire, en particulier un accès bien plus aisé à la nationalité belge et une politique de régularisation très large⁵². La politique étrangère est à peine mentionnée ; le PTB se borne à demander le retrait des troupes belges d'Afghanistan, des sanctions contre Israël et la solidarité avec la Palestine⁵³.

Dans le cadre de la très longue crise consécutive aux élections fédérales de juin 2010, le PTB a aussi pris une posture nationale, presque belge, et promu le principe de la circonscription fédérale. De manière non visible mais très forte, il est avec son organisation de jeunesse un des principaux acteurs des initiatives baptisées « Révolution des frites » ou « Pas en notre nom ».

Elections

C'est à l'occasion des élections législatives de 1974 que la liste AMADA fait pour la première fois son apparition. Elle est présente dans les provinces d'Anvers, de Flandre orientale et du Limbourg. AMADA réalise son meilleur score à Anvers : à l'échelle de la province, il obtient 1,7%. Il en ira de même par la suite : TPO-AMADA puis le PTB-PVDA réaliseront leurs meilleures performances dans les arrondissements anversoises, obtenant même 2,2% en 1985. L'élection européenne de 1979 fournira à TPO-AMADA la possibilité d'être présent pour la première fois dans toutes les provinces, compte tenu des collèges électoraux étendus (francophone et flamand). Il faudra attendre l'élection de 1985 pour que le PTB-PVDA réalise cette prouesse lors d'un scrutin législatif. Hors Anvers, le PTB-PVDA a les plus grandes difficultés à atteindre des résultats significatifs.

Tableau 3. Résultats du PTB-PVDA aux élections législatives

	<i>Wallonie</i>	<i>Bruxelles</i>	<i>Flandre</i>
1981	0,16		1,19
1985	0,25		1,09
1987	0,45		0,94
1991	0,48		0,50
1995	0,70	0,55	0,57
1999	0,46	0,43	0,58
2003	0,64	0,60	0,56
2007	0,72	0,55	0,93
2010	1,94	1,48	1,38

⁵¹ *Ibid.*, p. 29.

⁵² *Ibid.*, p. 45 et s.

⁵³ *Ibid.*, p. 48 et s.

A l'occasion, le parti s'alliera à des personnalités ou des groupes pour frapper les imaginations. Ainsi lors des élections européennes de juin 1999, le PTB parraine la liste Debout, conduite par Roberto D'Orazio, l'ancien délégué principal des Forges de Clabecq. En 2003, une opération plus surprenante fut menée à Anvers avec l'établissement d'une liste commune avec la Ligue arabe européenne, baptisée Resist. Le trouble provoqué par ce choix fut, entre autres, à la base de la réorientation stratégique du parti et de l'exclusion de sa secrétaire générale, Nadine Rosa-Rosso, qui avait promu cette option.

En 2010, le PTB a réalisé une petite percée, en particulier en Wallonie où il atteint près de 2%. Elle se manifeste surtout dans certains cantons importants de l'arrondissement de Liège. Le PTB décroche ainsi 9,8% dans le canton d'Herstal, 7,3% dans celui de Seraing, 4,5% dans le canton de Grâce-Hollogne et 4,2% à Liège : des scores encourageants à l'évidence.

A l'échelle des élections communales, les scores du PTB dans les communes où il est à même de déposer une liste se situent régulièrement entre 0,5 et 1%. Il a néanmoins réussi à dépasser ce seuil dans plusieurs communes flamandes, en particulier à Zelzate où il a conquis six sièges au scrutin local de 2006, et Genk où il en a glané un. En Wallonie, le PTB a aussi réussi de petites percées : à Herstal, où le PTB remporte deux sièges, et à La Louvière et Seraing, où il en recueille un.

Tableau 4. Résultats du PTB-PVDA aux élections communales

	2000			2006		
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges
Anderlecht				204	0,49	0
Bruxelles	318	0,59	0	408	0,63	0
Etterbeek	152	0,85	0			
Forest	80	0,38	0			
Ixelles	187	0,62	0			
Jette	103	0,46	0			
Koekelberg	48	0,61	0			
Molenbeek	613	2,17	0	981	2,84	0
Saint-Gilles	196	1,27	0	209	1,17	0
Saint-Josse	65	0,94				
Schaerbeek	880	2,11	0	626	1,23	0
Uccle	138	0,37	0			
Ath	178	1,03	0			
Charleroi	1 402	1,33	0	2 340	2,1	0
Châtelet	431	2,30	0			
Courcelles	315	1,95	0	284	1,66	0
Manage	159	1,28	0			
Mons	509	0,99	0	639	1,22	0
Ecaussinnes	56	0,89	0			

	Voix	%	Sièges	Voix	%	Siège
	2000			2006		
La Louvière	431	1,07	0	1 826	4,24	1
Herstal	1 436	7,22	2	2 000	9,39	2
Liège	775	0,78	0	1 554	1,45	0
Seraing	885	2,67	0	1 730	4,99	1
Namur	257	0,40	0	444	0,65	0
Eghezée				126	1,30	0
Ohey				28	0,96	0
Louvain	479	0,84	0	635	1,07	0
Anvers	4 847	1,79	0	5 225	1,85	0
Brasschaat				199	0,79	0
Schoten				214	0,94	0
Heist-op-den-Berg	112	0,42	0	195	0,69	0
Malines	353	0,72	0			
Herselt	176	1,84	0	193	1,96	0
Bruges	257	0,32	0	259	0,31	0
Courtrai	180	0,35	0	306	0,59	0
Zwevegem				119	0,71	0
Alost				417	0,74	0
Zelzate	1 082	12,79	2	1 887	21,67	6
Gand	914	0,62		1 570	1,01	0
Genk	1 299	3,62	0	2 215	5,55	1
Hasselt	209	0,44	0			

Conclusions

De la fin des années soixante au milieu des années 2000, Tout le pouvoir aux ouvriers-*Alle macht aan de arbeiders* puis le PTB-PVDA ont été parmi les représentants les plus actifs de la mouvance maoïste au niveau européen. Le PTB se distinguait par un activisme et un volontarisme considérables. Ses militants étaient omniprésents dans les différents mouvements revendicatifs. Son président d'alors, Ludo Martens citait le chiffre – non vérifiable – de 1 340 000 tracts distribués en une année⁵⁴. Le PTB se voulait aussi le gardien de l'orthodoxie idéologique, en dépit de ses très nombreux changements d'attitudes. *Un autre regard sur Staline*⁵⁵, rédigé par Ludo Martens, est considéré comme le livre de référence dans la mouvance stalinienne dans le monde.

Depuis sa mutation en profondeur, le PTB-PVDA semble avoir largement abandonné toute ambition et même toute référence doctrinale publiques. A ce stade, l'impact électoral est mince mais réel dans certaines zones. De plus, les dirigeants parlent plutôt sur un impact à moyen terme.

⁵⁴ L. MARTENS, *L'Europe aujourd'hui : guerre et crise, discours prononcé le 1^{er} mai 1993*, éditions PTB, 1994.

⁵⁵ L. MARTENS, *Un autre regard sur Staline*, Anvers, EPO, 1994.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR-SAP)

Présentation

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IV^e Internationale, qui regroupe au niveau mondial des mouvements d'inspiration trotskiste. Elle est, depuis décembre 2006, l'héritière de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT). Cette dernière avait été fondée en 1971 à Liège par de petits mouvements trotskistes, des militants indépendants issus de la gauche marxiste et, surtout, des membres de la jeune garde socialiste (JGS), dont l'organisation de jeunes de la LCR conserve toujours le nom. Le choix de fonder un mouvement politique à part entière venait après l'épuisement de la politique d'*entrisme* pratiquée par la section belge de la IV^e Internationale jusqu'alors⁵⁶. Selon Georges Dobbeleer, cette décision avait été prise au 3^e congrès de la IV^e Internationale : « Le 3^e congrès mondial de la IV^e Internationale, en avril 1951, avait décidé une entrée de ses militants pour un travail à long terme de radicalisation d'une aile gauche des PS, là où ces partis étaient majoritaires dans la classe ouvrière, comme la Belgique, l'Angleterre, l'Allemagne occidentale ou encore le Japon. L'entrée était décidée dans les partis communistes en France, en Italie et en Grèce notamment »⁵⁷. Après avoir investi le PSB-BSP, puis dans l'espace francophone, le parti wallon des travailleurs et l'Union de la gauche socialiste (UGS), décision fut prise de créer un mouvement autonome, marqué par la figure emblématique d'Ernest Mandel. Economiste renommé, Ernest Mandel avait été la tête pensante du programme des réformes de structure, adopté par la FGTB aux congrès de 1954 et de 1956. Personnalité de référence dans les milieux trotskistes et, plus largement, marxistes, Ernest Mandel est l'auteur d'un très grand nombre d'ouvrages sur Trotski, le marxisme et l'économie politique. Il décédera en 1995. Pour autant, ses travaux restent le socle des lectures des cadres du parti.

En 1984, la LRT s'était transformée en parti ouvrier socialiste (POS). Le changement d'appellation, en 2006, a une raison programmatique et une raison d'opportunité. L'opportunité consistait à se nommer comme son *alter ego* française, et à essayer de faire écho à la pénétration médiatique de sa figure montante, Olivier Besancenot. La LCR ne s'en cachait d'ailleurs pas : « En effet, en Belgique francophone, outre la clarification politique qu'il permet, le choix du nom LCR n'est pas étranger au succès et à l'écho médiatique important dans l'opinion publique du nom similaire de notre organisation-sœur en France, dont le porte-parole est Olivier Besancenot ». Depuis, la LCR française s'est elle-même fondue dans le nouveau parti anti-capitaliste (NPA). La LCR a d'ailleurs essayé de se donner un porte-parole visible dans les médias avec Céline Caudron, mais le succès est limité.

Sur le fond, le changement d'appellation correspondait à une réorientation politique consistant à inscrire l'organisation trotskiste dans la perspective de construction d'une plate-forme unitaire de la gauche. En février 1984, le XII^e congrès national avait en effet décidé de transformer la LRT en parti ouvrier socialiste en visant

⁵⁶ G. DESOLRE, « Contribution à l'histoire du trotskysme en Belgique. La question de l'entrisme (1948-1964) », *Dissidences*, 7, p. 64-73.

⁵⁷ G. DOBBELEER, *Sur les traces de la révolution. Itinéraire d'un trotskyste belge*, Paris, Syllepse, 2006, p. 82.

« la prise du pouvoir par les travailleurs dans le monde entier, afin d'établir la dictature du prolétariat sur les classes exploiteuses et la démocratie socialiste, conditions nécessaires à la construction d'une société sans classe, délivrée de toute exploitation et de toute oppression », et avait l'ambition d'œuvrer « à la construction d'un parti ouvrier, révolutionnaire de masse indispensable au renversement du capitalisme et à la victoire de la révolution socialiste »⁵⁸. Suite aux nouvelles orientations, l'objectif d'œuvrer seule à l'édification d'un parti ouvrier de masse est abandonné, mais pas la perspective révolutionnaire : « La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IV^e Internationale. Elle vise à l'abolition du capitalisme et de l'oppression des femmes, ainsi qu'à l'abolition de toute autre forme d'exploitation et d'oppression (de classe, ethnique, nationale, culturelle et sexuelle) et à l'instauration révolutionnaire d'une société socialiste autogestionnaire qui respecte les équilibres de l'environnement. Ce processus soutient sans conditions un mouvement autonome féministe. Un tel objectif ne peut être atteint que par le renversement, par la majorité sociale, du pouvoir politique, économique et idéologique de la classe dominante ; la destruction de l'Etat bourgeois ; l'abolition de la propriété capitaliste des moyens de production et la construction d'une société socialiste où les droits et les libertés démocratiques seront radicalement étendus »⁵⁹.

Le changement de nom met aussi fin à une confusion sur le terme « ouvrier » : « Pour les marxistes, le terme « ouvrier » désigne tous ceux/celles qui sont forcés/es de vendre leur « force de travail » et non les seuls ouvriers d'industrie, mais cela n'est certainement pas compris dans ce sens par tout le monde ».

Ses statuts mettent l'accent sur l'application du centralisme démocratique « qui implique la démocratie la plus large dans la discussion interne pour l'élaboration des décisions et la cohésion dans leur application »⁶⁰.

Une des originalités des statuts de la LCR est de reconnaître à ses membres le droit de se constituer tantôt en *tendances*, tantôt en *fractions*. La *tendance* est conjoncturelle et concerne un « désaccord tactique ». La *fraction* vise à des désaccords structurels, « plus fondamentaux et durables ». Les tendances et les fractions doivent être établies sur la base de « plateformes écrites ».

Organisation et adhérents

Le Congrès national⁶¹ est l'instance souveraine de la LCR. En principe, il se réunit tous les deux ans. Depuis 2006, le Comité central est devenu la direction nationale. Elle est, entre deux congrès nationaux, l'instance souveraine de la LCR⁶². Elle se réunit au moins une fois toutes les trois semaines. Son travail est préparé par un Secrétariat de direction (SD). Le Bureau politique est l'organe exécutif qui prend position et gère

⁵⁸ POS, Statuts adoptés au VII^e congrès national, Anvers, février 1984, modifiés au VIII^e congrès national, mai 1986, *Cahiers du POS*, 7, mars 1987, p. 9.

⁵⁹ Statuts de la Ligue communiste révolutionnaire, adoptés au XV^e Congrès national, septembre 2006.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 13.

⁶¹ *Ibid.*, p. 10.

⁶² *Ibid.*, p. 11.

la vie du parti entre deux sessions du comité central⁶³. L'unité de base est la section qui agrège des citoyens d'un même espace territorial. Pour être reconnue, une section doit compter au moins trois membres.

L'ancien POS a traversé une passe politique difficile dans la première moitié des années 2000. La parution de *La Gauche*, hebdomadaire du parti, a même été suspendue un temps avant de reprendre après le 14^e congrès du parti en 2004. Néanmoins, l'activité de la LCR reste à la fois modeste et fragile. Elle n'a plus organisé de congrès depuis 2006 alors qu'en principe, il a lieu tous les deux ans et le nombre d'adhérents n'excéderait pas les deux cents.

Résultats électoraux de la LRT, du POS et de la LCR (1978-2010)

C'est en 1978 que la Ligue révolutionnaire des travailleurs s'est présentée à un scrutin pour la première fois (dans des arrondissements du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale et du Brabant flamand). Son score est insignifiant : 8 972 voix à l'échelle de la Belgique. En réalité, tant la LRT que le parti ouvrier socialiste ne parviendront jamais à opérer une percée significative. Le score avoisinera 0,2 à 0,3%. Le POS réalisera son meilleur résultat en 1987 avec 31 442 voix à l'échelle nationale. Aux élections européennes de 1989, le POS ne dépose plus de liste dans le collège flamand. Après des échecs répétés, dont le dernier remonte aux élections européennes de 2009 où elle s'était alliée avec un autre petit parti trotskiste (le parti socialiste de lutte), la LCR s'est inscrite dans le Front des gauches lors du scrutin fédéral de juin 2010. Dans le Hainaut, la liste était même conduite par Céline Caudron. Mais le résultat fut insignifiant

Tableau 5. Résultats électoraux de la LRT-RAL et du POS-SAP aux élections législatives (1978-1995)

	<i>Wallonie</i>	<i>Flandre</i>	<i>Bruxelles-Hal-Vilvorde</i>
1978	0,1	0,2	
1981	0,2	0,2	0,1
1985	0,2	0,2	0,1
1987	0,6	0,5	0,5
1991	0,4		0,3
1995	0,2		0,1

Le Comité pour une autre politique (CAP)

Pour terminer ce tour d'horizon des partis et initiatives à la gauche de la gauche, il nous mentionner une opération, quasi avortée, lancée dans la deuxième moitié des années 2000 : le Comité pour une autre politique-Comite voor een andere politiek (CAP).

CAP a été lancé en 2005 par trois personnalités qui ont joué un rôle plus ou moins important dans la famille socialiste : Jef Sleenckx, ancien parlementaire du SP.a, Lode Van Outrive, qui fut professeur à KULeuven et parlementaire européen du SP.a, et l'ancien secrétaire général de la FGTB-ABVV, Georges Debunne. Les trois contestaient à la fois le projet de « traité constitutionnel » pour l'Union européenne

⁶³ *Ibid.*

et un positionnement considéré comme pas assez à gauche des deux partis de la famille socialiste, notamment sur la problématique du « Pacte de solidarité entre les générations »⁶⁴.

Vu l'accueil positif, les promoteurs cristallisèrent leur initiative lors d'un congrès tenu à Bruxelles le 28 octobre 2006 auquel participèrent quelques organisations d'extrême gauche. Le congrès adopta une motion en trois points, retenant notamment le principe de la participation aux élections fédérales de juin 2007 et l'hypothèse de la transformation en parti politique à part entière :

- « 1. Il est avant tout et surtout nécessaire de poursuivre la construction du mouvement sous la forme d'un programme politique combatif et avec des propositions concrètes, radicalement opposé à la politique actuelle néo-libérale et procapitaliste. Nous nous y attelons dès aujourd'hui avec les propositions qui sortent des 12 groupes de travail.
2. Nous devons aller plus loin et participer aux prochaines élections fédérales, sans par ailleurs rompre avec la dynamique propre au mouvement. Là où les conditions nécessaires seront réunies pour une participation crédible, des listes seront déposées pour les élections fédérales. Nous nous engageons sur base des propositions de cette réunion et de toutes nos expériences, à soumettre un programme électoral à l'approbation de notre mouvement.
3. Tous les habitants de Belgique intéressés, peu importe la langue qu'ils parlent, sont invités à collaborer de manière aussi intensive que possible. UAG et CAP doivent poursuivre leur collaboration et l'intensifier, tendre à former une solide coordination, et s'élargir selon les besoins. Une période d'expériences communes sera nécessaire avant de décider si notre organisation politique doit devenir un parti ou rester un mouvement. Cette question sera posée lors d'un futur congrès ».

En février 2007, l'option fut prise d'aller de l'avant et de présenter des listes aux élections fédérales de 2007. CAP a décliné un programme articulé sur quelques mesures et idées phares : le renforcement de la sécurité sociale, la réduction du temps de travail à 32 heures/semaine, la suppression de la TVA sur les « produits de base », l'introduction d'un impôt sur la fortune...⁶⁵ Néanmoins, en l'absence sur les listes des personnalités qui avaient lancé le projet, le résultat fut insignifiant. En Flandre, CAP décrocha 0,39%. En Wallonie, le score fut plus décevant encore : 0,18%. A partir de ce moment, CAP fut près de péricliter. En 2009, des listes sont déposées, dans l'arrondissement de Mons notamment avec Roberto D'Orazio, mais sans aucun succès. En 2010, CAP a pris part à la liste du Front des gauches.

⁶⁴ J. DOHET, J. FANIEL, « La gauche radicale toujours en quête d'unité », *La revue nouvelle*, mai-juin 2009, p. 6-10.

⁶⁵ COMITÉ POUR UNE AUTRE POLITIQUE, *Programme électoral*, Elections fédérales 2007, p. 3.